

LE POSTILLON

L'Amérique moisie des campus

🕒 5 min • PAR BRICE COUTURIER



Les universités américaines ont tenté de justifier par le droit à la liberté d'expression les dérapages commis à l'encontre d'étudiants juifs. Un pas de plus franchi dans la dérive woke et décoloniale, sur fond d'antisémitisme.

Les présidentes de trois des plus prestigieuses universités américaines ont passé un mauvais quart d'heure mardi 5 décembre, devant la commission de l'éducation et du travail de la Chambre des représentants, à Washington. Claudine Gay (Harvard), Elizabeth Magill (université de Pennsylvanie) et Sally Kornbluth (Massachusetts Institute of Technology) ont été interrogées sur les moyens qu'elles comptaient employer pour mettre fin à la déferlante antisémite constatée sur leurs campus depuis le pogrom du 7 octobre en Israël. La complaisance de nombreuses institutions universitaires envers les

militants propalestiniens opposés à l'existence de l'État d'Israël a atteint des sommets ; elle entraîne un harcèlement des étudiants juifs qui exaspère la classe politique. Pas seulement les républicains, contrairement à ce que proclament les médias de gauche comme Politico. « Voir les présidents de certaines de nos universités les plus élitistes littéralement incapables de dénoncer l'appel au génocide des Juifs comme étant antisémite – un évident manque de clarté morale – est tout simplement inacceptable », a ainsi déclaré Douglas Emhoff, l'époux de la vice-présidente, Kamala Harris. Il faisait référence à l'attitude plus ou moins ambiguë des trois responsables universitaires face aux questions qui leur étaient posées.

« Est-ce que l'appel au génocide des Juifs viole ou non le code de conduite de votre université ? » a lancé, exaspérée, Elise Stefanik, représentante (républicaine) de l'État de New York. La réponse de Claudine Gay en dit long sur le climat qui règne sur les campus : « Cela peut être le cas, en fonction du contexte, comme le fait de cibler un individu. » Pour soutenir leur position, les trois présidentes d'université se sont réfugiées derrière le principe de la liberté d'expression. Oui, leurs étudiants ont le droit de proclamer « la Palestine libre, du fleuve à la mer », même si cela implique expressément la disparition de l'État d'Israël. Oui, les associations Étudiants pour la justice en Palestine (SJP), qui se sont multipliées, sont autorisées à appeler à une « intifada » sur les campus, voire à y installer des « murs de l'apartheid », simulant les points de contrôle israéliens, afin de sensibiliser les étudiants aux humiliations auxquelles sont censés être soumis les Palestiniens. Mais cela peut-il ou non aller jusqu'au harcèlement physique d'étudiants juifs, dénoncés comme « sionistes » et obligés de se réfugier dans une bibliothèque dont ils ne purent sortir que sous la protection de la police, comme cela s'est produit à l'université Cooper Union (New York) ?

Au nom de la politique dite de « diversité, équité et inclusion », une énorme bureaucratie a mis en place une « politique raciste au nom de l'antiracisme ».

Matraquage idéologique. Au lendemain du 7 octobre, on a découvert avec effarement que, dans bien des universités et des collèges américains, Israël faisait figure de coupable et non pas de victime. Les viols, les massacres, les enlèvements étaient souvent justifiés par « l'occupation israélienne » des territoires de Cisjordanie et le blocus de Gaza. « Les colons ne sont pas des civils au sens du droit international », proclame la SJP, qui évoque « des ressources utilisées par le pouvoir colonial pour contrôler les terres volées aux Palestiniens ».

C'est Harvard qui a donné le ton à ce moment-là, avec une déclaration commune des groupes de solidarité avec la Palestine. Signée par 34 associations d'étudiants de cette université, dont la section locale d'Amnesty International, elle proclamait que « l'attaque du Hamas ne vient pas de nulle part » : « La violence israélienne a structuré chaque aspect de l'existence palestinienne depuis soixante-quinze ans. » Ce qui tendait à légitimer les crimes du Hamas. Si à aucun endroit cette déclaration ne faisait allusion aux otages israéliens enlevés, ses signataires n'oubliaient pas d'exiger des responsables de l'université qu'ils adoptent « une position ferme contre les représailles coloniales » (c'est-à-dire israéliennes).

Après que des sites web ont publié les noms des étudiants signataires, Claudine Gay s'est alors enfin prononcée... pour la liberté d'expression de ces étudiants. « Harvard rejette le harcèlement ou l'intimidation d'individus en raison de leurs convictions » et « s'engage en faveur de leur liberté d'expression », a-t-elle écrit. Ce qui ne manque pas de piquant, si l'on considère que cette université a été classée, cette année, bonne dernière par la Fondation pour les droits individuels à la liberté d'expression (FIRE).

Une deuxième vague de manifestations a eu lieu à partir de l'entrée de l'armée israélienne à Gaza, le 27 octobre. À l'université George-Washington, des slogans tels que « Gloire à nos martyrs ! », « Palestine libre du fleuve à la mer » sont projetés sur les murs. À Columbia, en revanche, la direction interdit une « nuit du cinéma » en hommage à la Palestine dont les organisateurs avaient précisé que « les sionistes ne sont pas invités » et proclamé que « l'Holocauste n'a rien de spécial ».

Certains enseignants perdent alors toute mesure. Jemma DeCristo, professeure d'études américaines à l'université de Californie à Davis, tweete un avertissement menaçant « tous ces journalistes sionistes qui répandent de la propagande et de la désinformation, ils ont des maisons, avec des adresses et des gosses à l'école, ils peuvent craindre leurs patrons, mais ils devraient nous craindre davantage ». Le message est accompagné d'icônes représentant un couteau et une machette. Lara Sheehi, qui enseigne « les approches psychanalytiques décoloniales » à l'université George-Washington, vante, dans une interview donnée au journaliste Jared Ware, les massacres commis par le Hamas en tant que « réponse légitime aux intentions génocidaires d'Israël ». Et elle risque une comparaison insensée : « Les grenades seraient OK pour les Ukrainiens, mais pas pour les Palestiniens ? », négligeant le détail que les soldats ukrainiens se battent contre des militaires russes, alors que les tueurs du Hamas ont lancé leurs grenades sur des familles prises au piège dans leurs maisons. Partout, des étudiants se mobilisent afin d'arracher les affiches des otages israéliens. L'éditorialiste Josh Barro explique cette attitude par « une dissonance cognitive » : ces affiches contredisant ce qu'ils croient savoir, elles doivent disparaître de leur vue...

Selon Oliver Traldi, un jeune philosophe qui publie sur le site juif Tablet Magazine, ces réactions sont la conséquence du matraquage idéologique auquel sont soumis les étudiants américains. Au nom de la politique dite de « diversité, équité et inclusion », une énorme bureaucratie a mis en place une « politique raciste au nom de l'antiracisme ». On traque les « privilèges blancs », la « suprématie blanche », or les Juifs font figure de « super Blancs » -- ce qui est pour le moins paradoxal si l'on se souvient que, il y a cent ans, Harvard et Yale pratiquaient un numerus clausus à l'encontre d'étudiants juifs. Mais l'idéologie woke a remplacé l'ancien universalisme de la gauche par la politique de l'identité, au nom de laquelle les étudiants sont invités à des solidarités communautaires, fondées sur l'ethnie, la race, la religion, le genre. Les départements d'études décoloniales enseignent qu'Israël est un État raciste et que les luttes de décolonisation ont toujours été gagnées par la violence.

Le conformisme intellectuel qui règne sur le campus est pesant et stérile. « L'équité » joue contre les Juifs, qui se retrouvent face à des politiques visant à l'égalité des résultats entre les « communautés », s'indigne le fameux avocat Alan Dershowitz, ancien professeur de droit à Harvard. Quant à « l'inclusion »... « elle exclut explicitement les Juifs » !

Les universités américaines sont aussi de prospères entreprises. Les anciens étudiants qui ont réussi sur le plan professionnel sont mis à contribution. De nombreuses personnalités du monde des affaires menacent à présent de supprimer leurs financements. Ainsi, les dirigeants du fonds d'investissement Ross L. Stevens, « consternés par la position de l'université concernant l'antisémitisme sur le campus », ont déclaré qu'ils renonceraient à leur contribution de 100 millions de dollars au Centre d'innovation financière de l'université de Pennsylvanie. Quatre jours après son témoignage, la présidente de l'université de Pennsylvanie a démissionné. Quant à la présidente de Harvard, elle a présenté ses excuses § Lire aussi l'éditorial de Peggy Sastre p. 14.